

Centre National de la Propriété Forestière
Île-de-France - Centre-Val de Loire

Monsieur le Maire
Mairie
Place Charles-de-Gaulle
91 790 Boissy-sous-Saint-Yon

Réf. : 91LPGL827
Objet : PLU arrêté

Orléans, le 24/06/2025

Monsieur le Maire,

Vous avez transmis au CNPF par courrier reçu le 10 juin 2025 les documents arrêtés du PLU de votre commune et je vous en remercie.

Veuillez trouver ci-après notre avis les concernant.

Pour information, le territoire de la commune est riche de 177 hectares de bois et forêts, dont 86% sont des forêts privées ; la répartition figure dans le tableau ci-dessous :

REPARTITION GLOBALE	Nb personne	Surface (ha)
0 à 4	235	72
4 à 10	1	6
10 à 20	2	31
20 à 25	2	44
Total	240	153

98% des propriétaires forestiers ont entre 0 et 4 hectares, avec une moyenne individuelle de 0,30 hectare.

Par ailleurs, 49% de la surface forestière privée appartiennent à 4 propriétaires qui ont entre 10 et 25 hectares ; 2 forêts sont dotées de Plan Simple de Gestion agréés par le CNPF et en cours de validité ; cela concerne 51 hectares.

Dans le PADD, la forêt est présentée sous l'aspect environnemental, paysager et pour sa vocation de loisir. En particulier, page 5 il est écrit : « la valorisation de ces espaces singuliers, ainsi que leur découverte par le public doivent être autorisées et réglementées ». Nous vous rappelons que la forêt privée n'a pas vocation à être ouverte au public, seule la forêt publique a cette vocation.

De plus, nous rappelons que le code de l'urbanisme n'a pas vocation à réglementer la gestion des espaces forestiers (relevant du code forestier) ni des zones naturelles (relevant du code de l'environnement). Il le rappelle dans ses objectifs généraux à l'art. L. 101-3 « La réglementation de l'urbanisme régit l'utilisation qui est faite du sol, en dehors des productions agricoles, (...) », et de fait, par extension, en dehors de la gestion forestière. C'est pourquoi nous vous demandons de supprimer cette phrase.

Règlement graphique :

En plus du classement en zone « N » sur les espaces boisés, il est prévu de les classer en EBC de manière quasi systématique : cela nous semble excessif notamment pour les forêts dotées d'un document de gestion durable au titre du code forestier (2 forêts privées dotées d'un Plan simple de gestion.). L'instauration d'espaces boisés classés (EBC) sur l'ensemble des boisements devrait être justifiée, particulièrement du fait de ce que vous rappelez des EBC page 24 article 4 dans les « Dispositions générales applicables à toutes les zones ».

Règlement écrit :

Dispositions générales applicables à toutes les zones : pages 24 et 25 : Article 5 : Zones Humides : sont interdits : (...) : «la plantation de boisements susceptibles de remettre en cause les particularités écologiques de la zone » Cette phrase n'a aucun caractère explicite et nous vous demandons de la supprimer.

Zone « N » :

Elle est concernée par une protection au titre des articles L.151-19 et 23 du code de l'urbanisme. Nous vous rappelons que le décret n°2024-295 du [29 mars 2024](#) a ouvert les exemptions à la déclaration des coupes et abattages d'arbres applicable en EBC, aux espaces boisés concernés par l'application des arts. L. 151-19 et L. 151-23 du Code de l'Urbanisme.

Mais parmi ces exemptions figurent les coupes prévues dans l'arrêté préfectoral n°2008-DDAF-SATE 1095 du 22/09/ 2008. Vous voudrez bien apporter cette précision dans le texte puisque de nombreux petits propriétaires peuvent être concernés.

Page 116, en III N8, en ce qui concerne « l'accès et la desserte par les voies publiques et privées », il serait opportun de rappeler la nécessité de favoriser une bonne desserte forestière dans le but de permettre le défruits mais aussi la défense contre l'incendie. Vous pouvez vous référer à l'atlas régional du risque incendie.

OAP :

Trame verte et bleue : les prescriptions énumérées à la page 82 n'ont pas lieu d'être, elles outrepassent la vocation d'un document d'urbanisme. (cf la remarque faite pour le PADD)

A moins d'apporter les corrections demandées dans ce courrier, notre avis sera défavorable.

A toutes fins utiles, je vous prie de trouver en pièce jointe une note élaborée par le CRPF sur la prise en compte des espaces boisés dans les documents d'urbanisme, ainsi qu'une fiche du CNPF sur les zones humides.

Je vous prie de croire, Monsieur le Maire, à l'assurance de ma considération distinguée.

Le Directeur,



G. LEGROS

PJ : Note sur les espaces boisés dans les PLU et les SCOT + fiche du CNPF sur les zones humides + arrêté préfectoral de coupes par catégories n°2008-DDAF-SATE 1095 du 22/09/2008.